



Mauron Pierre

Mesures à prendre immédiatement pour lutter efficacement contre cette pandémie liée au Coronavirus

Cosignataires : 21

Réception au SGC : 15.12.20

Transmission au CE :

## Dépôt

Par cette résolution, le groupe PS demande au Conseil d'Etat de revenir à la raison, de prendre à nouveau ses responsabilités, dans l'intérêt des Fribourgeoises et des Fribourgeois, pour ne pas les amener dans une voie sans issue d'effondrement du système de santé. Au contraire, il le prie de fermer et restreindre tous les secteurs qui doivent l'être, de décider rapidement des indemnisations suffisantes et nécessaires à la survie des secteurs touchés et de mettre en place tous les moyens nécessaires pour qu'une procédure rapide et efficace soit instaurée afin que les aides financières soient décidées et payées dans les plus brefs délais.

## Développement

Le groupe socialiste au Grand Conseil a pris connaissance ce jour avec consternation de la décision du Conseil d'Etat et de la manière dont ce dernier entend s'aligner sur les mesures édictées par le Conseil fédéral. Alors que le taux de reproduction du virus dans le canton est en augmentation, le Conseil d'Etat a décidé d'alléger le dispositif et prend ainsi un chemin dangereux qui mène directement notre canton vers une catastrophe sanitaire.

Le Conseil d'Etat a décidé d'alléger le dispositif et de permettre notamment la réouverture d'établissements de divertissement et de loisirs, les fitness, les activités de prostitution, ainsi que les musées, galeries et bibliothèques alors que le taux de reproduction du virus dans le canton de Fribourg est passé de 0.88 à 0.98 en une semaine, comme dans les cantons voisins, et que les soins intensifs de notre canton sont parmi les plus chargés de Suisse (88 % de leur capacité à ce jour). Même si le nombre de cas a baissé depuis novembre, il reste néanmoins très élevé, soit autant que lors du pic de mars, et l'évolution exponentielle de la propagation du virus fait planer une épée de Damoclès au-dessus de notre canton et de ses habitant-e-s.

Pour les députés signataires de cette résolution, cette décision est irresponsable et met en péril notre système de santé. L'intérêt de santé publique doit primer. La situation est déjà tendue et le personnel soignant est à la limite depuis plusieurs mois maintenant. Les jours et les semaines à venir seront déterminantes quant à l'évolution de la propagation du virus et il convient d'être prudent et de prendre la situation très au sérieux. Nous parlons de vies humaines qui ne doivent pas être opposées aux enjeux économiques, aux enjeux culturels ou sportifs, étant bien précisé que tous ces aspects sont complémentaires et doivent être sauvegardés ensemble. En effet, ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la santé, mais aussi des milieux éco/socio/culturels de voir le taux d'incidence baisser massivement afin de pouvoir entrevoir la reprise effective des activités.

En Suisse, les places en soins intensifs commencent à se faire rares et nous voulons à tout prix éviter la situation qu'ont vécue nos voisins italiens en devant trier les patients et choisir qui peut être sauvé, sans compter encore tous les reports d'opérations non urgentes, qui n'ont pas été effectuées, mais qui, pour beaucoup, deviennent urgentes après plusieurs mois. De plus, actuellement, il n'y plus de transfert possible de patients dans les autres cantons suisses, saturés également.

En novembre, le canton de Fribourg a atteint le record dramatique d'infections par habitant en Europe (sic !!!). A ce jour, le Conseil d'Etat se distingue à nouveau par un relâchement des mesures prises, alors que les plus importants établissements hospitaliers universitaires de Suisse implorent depuis 2 jours le Conseil Fédéral de prendre des mesures plus strictes, sous peine d'effondrement du système de santé helvétique.

Cette voie n'est pas la bonne. Le Conseil d'Etat, qui, au début novembre, a attendu plusieurs semaines avant de prendre les mesures adéquates, va cette fois-ci carrément à contresens ! Il ne faut pas ouvrir ou ré-ouvrir pour satisfaire les lobbies les plus bruyants, mais il faut prendre toutes les mesures nécessaires de fermeture et/ou de restriction, et surtout indemniser les secteurs qui doivent l'être ! A ce jour, pour les aides directes aux secteurs concernés, le canton de Fribourg n'a pas encore donné de chiffres et cela nous inquiète fortement aussi, contrairement à la confédération qui a sorti le portemonnaie rapidement et à plusieurs reprises.

A cette fin, le mécanisme d'indemnisation du canton de Fribourg doit être totalement revu, des forces supplémentaires de travail doivent impérativement être allouées aux organes des services décisionnels de ces aides, par le biais de transferts internes à l'administration, pour que les aides allouées soient immédiatement payées après une procédure décisionnelle simplifiée.

Nous nous trouvons dans une situation grave à gérer en urgence, et il importe que toutes les chances soient immédiatement mises du bon côté.

---